— Beaucoup de domaines sont peu ou pas explorés par les sciences sociales. Cela n'empêche pas les discours à leur sujet qui usurpent alors leur légimité scientifique.

Il faut en effet rappeler qu'il s'agit de sciences balbutiantes, où l'on parvient mal à cumuler les acquis. Chacun bricole dans son coin avec plus ou moins de bonheur et le génie rhétorique supplée souvent à l'insuffisance de l'observation pour imposer une idée, une « découverte », ce qui explique la fragilité de beaucoup de constructions théoriques.

2. A un autre niveau, nous posions le problème du rapport du chercheur au terrain : est-il à même de voir, d'écouter les « problématiques » (les manières de poser les problèmes) des gens d'action ? N'est-il pas poussé — sous prétexte de nécessité épistémologique — à retrouver ses propres préoccupations, ses propres obsessions, derrière les problèmes des autres ?

Est-il à même, demandions-nous également, de « répondre dans les temps ? »

Certes il ne peut se plier à la frénésie de l'urgence mais la traduction des problèmes sociaux dans un autre rythme — celui de ses publications académiques, de ses « devoirs » rituels à l'égard de sa profession — ne modèle-t-elle pas l'objet qu'il observe aux dimensions de sa culture ?

Tout dans la situation du chercheur le pousse au conformisme culturel de son milieu. La recherche correspond à un univers corporatif fermé qui n'a pas de nécessité à commercer avec autrui pour exister.

Rêver d'amorcer des rapports féconds recherche/action, c'est contrevenir aux règles d'exercices de ce métier. Quels en sont les points-clefs ? Qui est en position de déstabiliser ce système ? Qui y a intérêt ?

Finalement les limites proprement scientifiques des sciences sociales à rendre compte de l'action s'imbriquent fortement avec celles qui tiennent à l'organisation de la profession de chercheur.

3

Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique noire

par J.-P. DOZON et G. PONTIE

En matière de développement rural africain, un point est aujourd'hui à peu près acquis. Les projets, opérations, plans de développement qui se sont multipliés, en gros depuis les Indépendances, n'ont pas dans l'ensemble tenu leurs promesses. Les échecs sont nombreux, les réussites rares ; à l'entre-deux, des résultats médiocres et incertains, où les techniques proposées pour améliorer et transformer les politiques et structures agricoles en Afrique noire paraissent se perdre dans le dédale des sociétés locales.

Les développeurs face aux sociétés rurales et aux sciences sociales

Face à ce bilan plutôt négatif, plusieurs attitudes chez les « développeurs » semblent coexister.

1. La première consiste à reporter l'échec ou la faible réussite des opérations sur les « développés », c'est-à-dire

à considérer que les paysanneries ou les sociétés rurales africaines offrent des résistances, des obstacles au progrès, qu'elles sont encore largement tributaires de réalités traditionnelles, archaïques, peu capables d'innover et d'adopter des comportements économiques rationnels. Cette attitude est ancienne et s'enracine dans notre propre tradition occidentale, et en particulier coloniale, qui s'est bâtie un système de représentations où la puissance conquérante ne pouvait être qu'au sommet de l'évolution humaine et les sociétés africaines hiérarchisées en fonction de leur plus ou moins grande aptitude à suivre son exemple et à entendre ses consignes et ses injonctions. Les sciences sociales ont amplement participé à cette façon de voir les choses. Les théories évolutionnistes du XIXe siècle issues d'anthropologues et de sociologues (ou de philosophes sociaux) ont bien souvent servi de justifications et de références idéologiques aux conquêtes et aux mises en valeur coloniales ; mais elles se sont reproduites au tournant des Indépendances avec l'irruption sur la scène mondiale des discours sur le développement et le sous-développement ; avec une note supplémentaire de systématisation opposant, selon la méthode des « idéal-types », les comportements modernes capables d'innovation et d'esprit d'entreprise aux comportements traditionnels plongés dans la répétition et le conformisme.

En outre, une certaine ethnologie a contribué à singulariser les sociétés africaines en en donnant une image d'univers pétris de symbolisme et de croyances magico-religieuses où les actes apparemment les plus triviaux et les plus quotidiens ressortissent au domaine du sacré. Si une telle image a permis de corriger les représentations peu gratifiantes véhiculées par les colonisateurs, et même de valoriser les sociétés africaines, elle a toutefois répandu l'idée que les comportements y sont avant tout culturels et traditionnels ; et même s'ils fascinent et attirent par ailleurs un Occident en mal d'exotisme, ces comportements sont réputés constituer de sérieux obstacles aux transformations voulues par les développeurs.

Finalement une telle interprétation des échecs aboutit à renforcer les dispositifs du développement, à faire de ceux-ci un système plus contraignant, en encadrant

davantage les populations, en étant plus directif et plus sélectif ; comme si la seule leçon qui pouvait en être tirée consistait à affronter les obstacles socio-culturels et à prétendre les lever par la présence continuelle de ceux qui disent détenir les bons procédés, les bonnes techniques, la vraie rationalité agro-économique.

2. La seconde attitude est plus intéressante et plus récente. Elle traduit, sinon une autocritique, du moins une manière de lucidité quant à la manière de développer. Au lieu de reporter les échecs sur les sociétés rurales africaines, elle admet que les actions et les conceptions du développement ont largement reposé sur la non-reconnaissance de leurs réalités ; que celles-ci, notamment les structures agraires et les systèmes de production, font fréquemment obstacle aux améliorations techniques et aux innovations agricoles non point à cause de leur irrationalité ou de leur inaptitude au progrès, mais parce qu'ils sont méconnus en tant que logiques sociales, en tant que pratiques et organisations propres à chaque société. Le recours aux sciences sociales correspond à cette prise de conscience, que l'univers des « développés » n'est pas manipulable à souhait, et (sans bouleverser les impératifs globaux du développement) au besoin d'inclure dans les projets et opérations des études géographiques, socio-économiques, voire ethnologiques pour les tester avant leur mise en œuvre (études de factibilité) ou pour les évaluer et en mesurer l'impact aux différents stades de leur réalisation (études d'accompagnement ou évaluation ex-post). Ainsi les blocages devraient être identifiés, les erreurs ou bévues corrigées et les dispositifs d'intervention en mesure de se modifier en fonction des effets qu'ils produisent sur les réalités locales.

Il convient de préciser que les sciences sociales n'ont pas attendu d'être sollicitées par le « développement » pour s'intéresser aux structures agraires et aux systèmes de production des sociétés africaines, ou pour étudier parfois les effets locaux de telle ou telle opération de développement. Sur de toutes autres bases que celles qui avaient été les leurs durant la période coloniale, et sans éluder la dimension socio-culturelle de ces sociétés, les sciences sociales, depuis une bonne vingtaine d'années,

ont donné davantage de poids à l'étude de leur organisation économique, de leur terroir, de leur histoire, en particulier celle qui s'est déroulée depuis les conquêtes européennes. Les sciences sociales ont ainsi donné des sociétés africaines une image à la fois plus concrète et plus positive en montrant qu'elles étaient capables de cohérence, de rationalité et de transformations internes. Ce faisant, les nombreuses monographies ethniques et villageoises ont diffusé leur savoir et rencontré les interrogations des développeurs qui ont précisément trouvé en lui la possibilité de remédier aux échecs, ou plutôt de conjuger connaissances et actions pour une meilleure efficacité.

Bien que cette position soit incontestablement plus intéressante que la première, dans la mesure où elle se veut éclairée par les sciences sociales et acquise aux bienfaits de l'interdisciplinarité, force est de constater qu'elle ne parvient pas véritablement à atteindre son propre idéal. En effet, l'idée de convoquer différents champs du savoir, de mêler notamment sciences agronomiques et sciences sociales pour faire du développement une entreprise acceptable et comprise par les populations africaines, se déforme quelque peu au contact des pratiques et des réalités ; car les objectifs des projets de développement demeurent fondamentalement les mêmes (à savoir, grossièrement, augmenter la production et intensifier les systèmes agricoles en introduisant de nouvelles techniques et de nouveaux produits), et surtout restent pris dans un faisceau d'intérêts, nationaux et internationaux, économiques, mais aussi politiques, qui dépassent largement le cadre des sociétés locales où ils sont censés s'appliquer. Si bien que l'ordre de la connaissance est subordonné à tout un ensemble d'enjeux qui échappent à son investigation, et les sciences sociales ne participent, la plupart du temps, aux opérations de développement qu'une fois les principales décisions prises, quand elles ne servent pas simplement de caution ou de justification.

En d'autres termes, une science du développement telle que la laisse entrevoir cette seconde attitude, qui mettrait en première ligne la recherche, n'agirait qu'en connaissance de cause, et serait capable d'arrêter ou de modifier radicalement les expériences vouées à l'échec, ne

semble pas devoir dépasser le stade de l'activité spéculative ou théorique. Cet idéal de rationalité et d'efficacité n'est du reste pas nouveau. Avant lui certains administrateurs des colonies avaient conçu l'idée d'une « science coloniale », en l'occurrence le transfert des derniers acquis de la science et de la technique pour mieux civiliser et mieux mettre en valeur : mais déjà à l'époque, ce type de discours était très éloigné des enjeux pratiques et, faute de pouvoir s'appliquer, n'a servi qu'à défendre l'entreprise coloniale contre ceux qui lui étaient hostiles.

3. Une troisième attitude paraît davantage tirer la leçon des échecs et critiques sur le fond des entreprises des opérations de développement. Au lieu de vouloir imposer des méthodes de rationalisation agricole, même en recourant aux sciences sociales, il faut d'abord se mettre à l'écoute des paysanneries africaines et tenter de satisfaire leurs véritables besoins. Une telle attitude semble être à la limite de l'anti-développement ; elle récuse en effet les grands projets non seulement parce qu'ils réussissent rarement, mais parce qu'ils amplifient, dans la continuité des mises en valeur coloniales, la cassure avec les structures sociales et les savoir-faire traditionnels. Ses choix vont bien plutôt vers les « techniques douces », vers les « petits-projets » qui n'ont d'autre ambition que d'améliorer les conditions d'existence de telle ou telle communauté locale, en s'appuyant notamment sur ses capacités d'organisation collective. C'est pourquoi elle se détourne des organismes internationaux et des États africains généralement favorables aux grands projets, et trouve d'autres sources de financement grâce au travail associatif des ONG, offrant ainsi un modèle alternatif du développement.

Nous sommes à première vue aux antipodes de la première attitude. Et davantage que la seconde, cette dernière attitude fait sienne les critiques que les sciences sociales ont adressées depuis plusieurs années aux pratiques et conceptions courantes du développement, en particulier celles qui les désignent comme une modalité plus insidieuse de domination et d'exploitation exercée par les pays nantis et les États africains sur la population africaine.

Aussi légitime et louable (et sans doute nécessaire) soit-elle, cette conception dite alternative du développement véhicule une série de représentations concernant les sociétés rurales africaines qui paraissent souvent s'inspirer des sciences sociales, mais ne sont en fait guère conformes à leurs observations. En s'appuyant sur les situations locales, les communautés villageoises, les solidarités locales et familiales, et en se défiant des États, des organismes internationaux, de tout ce qui pourrait obliger ces sociétés à rompre avec leurs traditions, elle donne de l'Afrique une image archaïsante et quelque peu stéréotypée. Certes à la différence de la première attitude, les savoirs et les valeurs traditionnelles sont ici valorisés, mais la procédure est formellement identique : la représentation, le cliché l'emporte sur l'analyse des faits. Comme partout les sociétés africaines sont des sociétés historiques qui ont connu, bien avant la colonisation, des transformations sociales et des changements d'ordre économique. Si depuis l'époque coloniale leur histoire a pris une tournure singulière, en étant sollicitées et souvent contraintes à fournir de la main-d'œuvre et des denrées d'exportation, elles n'en ont pas moins sauvegardé des marges d'autonomie et développé, dans le cadre d'économies marchandes, des logiques et des stratégies qui ne sont pas à proprement parler traditionnelles. Celles-ci révèlent bien plutôt des capacités d'appropriation et d'invention qui conjuguent aussi bien des formes de reproduction socio-culturelle que des processus et des phénomènes sociaux inédits (propriété privée de la terre, migrations agricoles, salariat, relations villes-campagnes, etc.). Le modèle alternatif cadre mal avec ce genre de réalités, car il ne voit pas que la plupart des sociétés rurales africaines n'évoluent pas simplement à l'échelle de communautés villageoises mais sont enserrées dans une trame bien plus large où l'on découvre l'État, la ville, de nouveaux modes de différenciations sociales, etc.

L'aide que cette conception du développement apporte aux paysanneries africaines est sans aucun doute utile ponctuellement, et en cela digne d'intérêt, mais elle ne peut aller contre la réalité et l'évolution des choses, en l'occurrence contre les dynamismes propres à ces paysanneries, et être efficace sans devenir à son tour contraignante, sans imposer le repli sur les communautés villageoises et les traditions.

En définitive ces trois attitudes, malgré leurs nettes divergences, structurent ensemble le monde du développement. Mais elles le structurent de telle manière que le rapport entre « développeurs » et « développés » s'établit toujours sur un mode asymétrique. D'un côté, en effet, on a des sociétés africaines qui sont surinvesties de pratiques et de sens, font l'objet d'interventions et d'interprétations les plus diverses et souvent les plus contradictoires, de l'autre un monde du développement dont on ignore les modes de fonctionnement, dont on méconnaît les institutions, les croyances, les traditions, etc. De ce point de vue l'étude des logiques et stratégies paysannes dans le cadre d'opérations de développement est intéressante à double titre. D'une part elle permet de corriger les visions quelque peu simplistes et stéréotypées que les développeurs ont des sociétés africaines. D'autre part elle conduit insensiblement à déborder ce rôle qui lui est communément assigné, à savoir celui d'éclairer ou de cautionner les développeurs, en inversant le regard par l'étude symétrique des dispositifs d'intervention eux-mêmes. Mais cette inversion ne procède pas d'un choix délibéré par lequel les sciences sociales en toute objectivité arbitreraient la partie qui se joue entre développeurs et développés ; elle émane des logiques paysannes qui accomplissent elles-mêmes le renversement de situation, en s'appropriant à leur manière les transferts technologiques, en détournant les projets de développement de leurs finalités, et en plaçant les développeurs dans une position où ils cessent d'être maîtres du jeu et sont à leur tour aménagés, utilisés et interprétés.

L'intérêt mais aussi les limites de l'étude des sociétés en « situation » de développement, l'éclairage que les sciences sociales peuvent apporter sur les logiques des différents acteurs : autant de points qui méritent peut-être quelque attention supplémentaire.

Les sociétés rurales confrontées aux opérations de développement constituent bien évidemment pour les sciences sociales un domaine de recherche privilégié, y

compris dans une optique fondamentaliste. Les collectifs à « développer », ou plus exactement les groupes plus ou moins antagonistes qui constituent les sociétés rurales, sont nécessairement interpellés par l'« opération », même s'ils la refusent — et lui opposent la migration par exemple — ou s'ils tentent d'en minimiser les effets. C'est dans ces périodes de crises, de changements induits par la pression extérieure, de nécessaire réadaptation à l'environnement que se dévoilent le plus nettement les logiques sociales.

Ces recherches sur « l'actualité » ne dispensent pas pour autant d'un retour au passé et d'une approche historique sérieuse des sociétés en question. C'est l'analyse sur le long terme, mettant en évidence les dynamismes internes, les adaptations successives devant les interventions extérieures — elles se sont manifestées déjà bien avant la période coloniale — les points de résistance... qui permettra de mieux comprendre les réactions actuelles. Et si l'on a souvent reproché — peut-être à juste titre — aux sciences sociales de ne pas centrer suffisamment leurs travaux sur les problèmes actuels de développement, il ne faudrait pas en conclure pour autant que les recherches qui ne seraient pas « d'actualité » ne sont d'aucune utilité. Nombre de spécialistes d'études de factibilité ou de suivi de projets ne s'y trompent d'ailleurs pas : ils se nourrissent de ces études apparemment « hors sujet » qui orienteront leurs recherches... Vu le peu de temps qui leur est généralement accordé pour mener leur étude, c'est un avantage non négligeable.

Les logiques paysannes

Ces différentes études, directement centrées ou non sur les sociétés en « situation de développement », ont permis d'avancer dans la connaissance des logiques paysannes. Il ne saurait évidemment être question ici de dresser un bilan exhaustif de ces acquis, mais seulement d'attirer l'attention sur certains points qui étonneront peut-être par leur banalité, mais dont les spécialistes du

développement ne semblent pas avoir tiré toutes les conséquences.

Une évidence : les sociétés africaines, comme toutes les sociétés humaines, sont capables de changements et d'adaptations ; les réactions aux opérations de développement l'ont montré, les chercheurs en sciences sociales le savent depuis longtemps. Cela ne veut évidemment pas dire qu'elles s'adapteront dans le sens et au rythme voulu par les développeurs. Cette notion de « rythme » en particulier est souvent sous-estimée : développeurs et développés n'avancent pas nécessairement du même pas ; toutes les sociétés et, à l'intérieur d'une même société, tous les groupes sociaux n'ont pas le même « temps de réponse » aux interventions extérieures. Sous la pression de l'État qui souhaite voir augmenter rapidement — ou du moins ne pas diminuer — entrées de devises et recettes budgétaires, ou des organismes de financement qui désireraient être rassurés par des résultats rapides, on fait souvent du développement au pas de charge. Si les résultats se font attendre, on augmente la pression, on renforce l'encadrement ou encore on modifie certains objectifs du projet — quand c'est possible ! — estimant que l'on se heurte à un refus franc et massif du monde paysan avant même qu'il ait eu le temps de s'adapter.

Le second enseignement que l'on peut tirer de l'approche des sociétés paysannes est également d'importance : les sociétés africaines ne se nourrissent pas que de symbolisme et de religieux, elles s'intéressent aussi aux biens matériels, et les individus et les groupes qui les constituent sont tout à fait capables de percevoir l'intérêt économique qu'ils peuvent attendre d'une opération de développement. Si les planteurs du Litimé (Sud-ouest-Togo) par exemple ne font pas preuve d'un enthousiasme démesuré pour la rénovation cacaoyère, ce n'est pas du tout parce qu'ils sont incapables d'en percevoir les avantages mais peut-être bien parce qu'actuellement le vivrier est plus rémunérateur, parce que l'itinéraire technique imposé dans le cadre de la replantation du cacao n'a pas encore fait ses preuves, qu'il est gros consommateur de main-d'œuvre ou encore que les rapports de production qui se sont développés dans le cadre de l'éco-

nomie de plantation café-cacao depuis le début du siècle ne se transformeront pas du jour au lendemain.

Mais parler de « logique » ou de « rationalité » économique des sociétés paysannes ne signifie pas qu'il existe en la matière une rationalité universelle, que toutes les sociétés obéissent exclusivement à des motivations économiques et que l'ensemble du champ des logiques sociales est réductible aux logiques économiques. Les anthropologues ont bien montré que la sphère de l'économique est étroitement imbriquée et incorporée dans celle de la parenté, du pouvoir, du sacré... selon des modalités propres à chaque société et selon l'ancienneté et l'intensité des rapports que chacune d'elles a noués avec le monde extérieur. Mais est-ce vraiment là une particularité des sociétés africaines ? Les chercheurs en sciences sociales, y compris des économistes qui analysent les sociétés industrielles, ne le pensent pas.

Ce constat n'est pas sans conséquences. Si les méthodes d'analyse des logiques paysannes sont transférables d'une société à une autre — voire d'un continent à l'autre — si la multiplication d'études comparatives dans des zones écologiquement et culturellement différentes permet de mettre en évidence certaines constantes, on ne peut pas faire pour autant l'économie d'analyser chaque fois et concrètement comment les choses se passent. Deuxième conséquence : une analyse économique classique qui prétendrait appréhender isolément le domaine de l'économique est insuffisante, voire néfaste. On peut se demander à ce sujet si après avoir péremptoirement affirmé l'irrationalité économique des sociétés africaines, on ne tombe pas dans l'excès inverse. Certes, nombre d'économistes — micro-économistes notamment — sont depuis longtemps sensibles à l'intérêt de l'approche anthropologique, mais en est-il toujours de même de certains agro-économistes (voire agro-socio-économistes), véritables hommes-orchestre du développement qui n'ont peut-être ni le temps, ni le goût, ni la formation nécessaire pour analyser les sociétés paysannes dans toutes leurs dimensions ?

Il convient d'insister enfin sur un troisième point qui nous paraît tout à fait fondamental : les sociétés rurales

ne sont pas des sociétés homogènes, cohérentes, égalitaires. Elles sont — et ont été — le lieu de conflits plus ou moins ouverts entre groupes aux intérêts antagonistes que l'opération de développement va — souvent à son insu — amplifier, peut-être réduire, en tous cas transformer, mais dont elle subira en retour les conséquences.

Face aux opérations de développement, tous les paysans ne sont pas placés dans les mêmes conditions objectives de réussite : les moyens d'accès à la terre ou à la main-d'œuvre sont très différents selon que l'on est autochtone, allochtone installé depuis longtemps, ou migrant récent, membre de tel ou tel clan, aîné, cadet... Tous ne pourront pas respecter l'itinéraire technique imposé, souvent gros consommateur de travail. On constatera pourtant que ce ne sont pas nécessairement les paysans les mieux lotis ou les plus aptes à entrer dans le schéma conçu par les développeurs qui font preuve du plus grand enthousiasme. L'adhésion au projet peut permettre en effet à certains paysans de rang social et économique inférieur d'échapper, momentanément au moins, aux pressions sociales dont ils sont victimes, quitte à subir en retour les pressions de l'encadrement. Mais plus généralement ce sont les paysans nantis, les notables, qui à terme récupéreront l'opération, la détourneront éventuellement de ses objectifs, ou la neutraliseront pour confirmer ou accroître leurs privilèges, même si l'un des buts affirmés du projet était de réduire les inégalités sociales et économiques. Il ne faut pas en conclure pour autant que des paysans placés dans les mêmes conditions objectives (disponibilité en terres et en main-d'œuvre par exemple) réagiront de façon identique. En fonction de spécialisations ethniques ou d'une appréciation différente de leurs intérêts à plus ou moins long terme, certains vont privilégier l'accumulation foncière ; d'autres profiteront du développement intensif des cultures de rentes pour accroître la production de vivrier qu'ils pourront facilement commercialiser ; d'autres encore investiront dans la scolarisation des enfants quitte à amputer de façon significative la main-d'œuvre familiale... C'est en fonction de ces différentes stratégies — elles peuvent bien sûr évoluer dans le temps — que les paysans seront amenés à accepter ou à refuser en bloc le

mode de développement proposé, à ne retenir du projet qu'un des sous-objectifs qui leur paraîtrait mieux adapté à leur situation, ou encore à l'utiliser à des fins tout autres.

Ces réactions très diversifiées du monde paysan ne sont pas aberrantes, elles relèvent de logiques sous-jacentes : elles ne sont pas pour autant prévisibles. Les spécialistes en sciences humaines pourront tout au plus identifier une gamme de possibles — et encore tous ne sont pas d'accord sur ce point... Il faudra bien souvent attendre les études de suivi de projet ou d'évaluation ex-post pour identifier et analyser les manifestations concrètes des stratégies paysannes, les innovations sociales, les dérives des projets, mais aussi les pratiques des développeurs qui ont des conséquences sur les réactions du milieu rural. Il ne faut donc pas attendre des sciences sociales des certitudes et des recettes qui permettraient de réussir à coup sûr l'opération. C'est peut-être une conclusion qui n'engage pas à l'optimisme, mais-a-t-on tiré au moins toutes les conséquences des quelques acquis des recherches en sciences sociales qui viennent d'être évoqués ? L'analyse de sociétés paysannes en situation de développement et permettant d'éclairer les pratiques des développeurs laisse à penser que ce n'est pas toujours le cas.

Par-delà les discours officiels sur la prise en compte des logiques paysannes et la nécessaire adaptabilité des projets, que constate-t-on en effet ? Des projets souvent monolithiques, dont la rationalité est avant tout agronomique, que l'on essaiera d'imposer avec un contrôle continu et un encadrement serré, en s'appuyant sur des visions stéréotypées de la société paysanne. Tantôt on considérera le monde rural comme une collection d'individus égaux, jouissant d'une totale liberté de manœuvre, et ayant donc les mêmes chances d'accéder au développement ; tantôt on s'appuiera sur des solidarités traditionnelles imaginaires, ou on tentera de les instaurer en créant par exemple des groupements de paysans collectivement responsables du respect de l'itinéraire technique préconisé et des remboursements de crédits ; on se déchargera par là même sur les collectifs paysans ou les communautés villageoises du soin de régler les conflits.

C'est le cas chez les planteurs de café-cacao du Togo, habitués pourtant, de longue date, à gérer individuellement leurs plantations et leurs revenus.

Devant la faiblesse des résultats enregistrés, ou la récupération du projet par les sociétés paysannes dans un sens qui n'était pas prévu, on ne remettra généralement pas en cause la rationalité de l'opération ou alors on sera contraint à des révisions déchirantes.

La recherche agronomique de station proposera généralement dans le cadre du projet, un matériel végétal sélectionné, à haut rendement, mais qui nécessitera le respect strict d'un itinéraire technique contraignant, ou un « paquet technologique » rationnel, cohérent, mais gros consommateur d'intrants ou du moins de force de travail : bref, le « haut de gamme ». L'opération est alors difficilement réadaptable aux réactions paysannes : elle devra être acceptée telle quelle sous peine de perdre tout son intérêt. On aura donc recours aux méthodes habituelles : renforcement de l'encadrement, utilisation du crédit comme forme de contrainte, éventuellement élimination des paysans « paresseux » et sélection des nouveaux venus, alors que généralement le projet était conçu pour assurer le développement harmonieux du monde paysan dans son ensemble. Le remède peut être pire que le mal : c'est autant, en effet, la façon dont le projet est administré aux populations que son contenu même qui décourage nombre de paysans. On peut dire, de ce point de vue, qu'enfermée dans sa propre logique, dans ses traditions en matière d'encadrement, d'organisation administative... la sphère des développeurs contribuera tout autant que les paysans eux-mêmes à la dérive du projet.

Ce ne sont là que quelques éléments du débat. Les deux exemples que nous présentons plus loin, celui de la SODERIZ en Côte-d'Ivoire et de la SRCC au Togo, illustreront ces propos, mais montreront également de façon concrète que le monde du développement ne se résume pas à un face à face entre le monde paysan et les praticiens chargés d'administrer le projet sur le terrain. Sont également parties prenantes : les divers organes de financement qui ne partagent pas toujours les mêmes opinions sinon sur la philosophie du développement du moins sur

ses modalités d'application, et ne tiennent pas toujours compte de l'expérience acquise par les praticiens ; l'État qui a aussi son idée sur la question et peut avoir un poids déterminant, par sa politique des prix par exemple ; les commerçants qui développeront leurs propres stratégies...

II

QUELQUES LOGIQUES PAYSANNES

face à des opérations de développement

© CIFACE ET KARTHALA, 1985
ISBN : 2-86537-135-2

P. BOIRAL, J.-F. LANTERI, J.-P. OLIVIER DE SARDAN
(sous la direction de)

Paysans, experts et chercheurs en AFRIQUE NOIRE

Sciences sociales et développement rural

12 JUIN 1991
ORSTOM Centre Documentation BONDY
B4. B01
O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 34 084
Cote : B

Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris

CIFACE
6, rue de Marignan
75008 Paris